

# Société du Plan Nord

Demande de renseignements généraux de l'opposition adressée à tous les ministères et organismes gouvernementaux

Étude des crédits 2023-2024

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

No	TABLE DES MATIÈRES	Page
1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage; g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour; i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.	18
2	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc..	22
3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.	23
4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d) si l'événement s'est tenu virtuellement; par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. h) si l'événement s'est tenu virtuellement; par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.	24

5	La liste des dépenses en formation de communication : organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.	25
6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.	27
7	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	32
8	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.	33
9	Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.	34
10	Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année : b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.	35

11	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.	36
12	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense liée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent); f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.	37
13	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : a) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; m) le nombre d'employés permanents et temporaires; n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raison du départ; o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la <i>loi 15 sur le contrôle des effectifs</i> ; q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	38

14	Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	40
15	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.	41
16	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir : a) la liste des actifs excédentaires inoccupés; b) la valeur estimée de ceux-ci; c) les coûts d'entretien annuel; d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.	42
17	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	43
18	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.	44
19	Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	45
20	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2023-2024.	46
21	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2022-2023.	47

22	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2023-2024.	48
23	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	49
24	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.	50
25	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	51
26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines; h) la fréquence moyenne de mise à jour; i) le responsable du contenu sur le site.	52
27	Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.	53
28	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 : a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.	54
29	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	55

No	TABLE DES MATIÈRES	Page
30	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.	56
31	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.	57
32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	58
33	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	59
34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.	60
35	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.	61
36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	62
37	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	63
38	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	64
39	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	65

40	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.	66
41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	67
42	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.	68
43	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date; b) la nature; c) les questions posées; d) les réponses; e) la firme retenue; f) les coûts.	69
44	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	70
45	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.	71
46	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région : a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023; b) nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.	72
47	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.	73
48	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable.	74
49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.	75

50	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	76
51	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme : a) nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023; d) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.	77
52	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.	78
53	Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 : a) les sommes dépensées; b) le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE); c) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.	79
54	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie : a) copie du contrat; b) date de fin prévue du contrat; c) valeur prévue du contrat; d) sommes dépensées à ce jour.	80
55	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation : a) copie du contrat; b) date de fin prévue du contrat; c) valeur prévue du contrat; d) sommes dépensées à ce jour.	81
56	Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) nombre de stagiaires reçus; b) heures de stages effectuées; c) rémunération totale déboursée.	82
57	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.	83
58	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.	84
59	Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.	85
60	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.	86
61	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.	87
62	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.	88
63	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.	89
64	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.	90
65	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.	91

No

## TABLE DES MATIÈRES

Page

---

66	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i> , en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.	92
67	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	93
68	Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	94
69	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.	95

---

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024 ; b) les noms des firmes de publicité retenues ; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport de statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PQ-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-15m PQ-16l	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Répondue par la réponse à la question 13i
NR4	PQ-17c	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2022-2023 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 14a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 16
NR6	PLQ-22 PQ-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 17
NR7	PLQ-28 PQ-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2023-2024.	Répondue par la réponse à la question 13o
NR8	PLQ-29 PQ-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, par mission.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR9	PLQ-34 PQ-31	Nominations, pour 2022-2023, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question 6
NR10	PLQ-52	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Répondue par la réponse à la question 37
NR11	PLQ-70	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question 6
NR12	PLQ-71	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse à la question 6
NR13	PLQ-72	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse à la question 6
NR14	QS-1	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR15	QS-2	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Répondue par la réponse à la question 13q
NR16	QS-9	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Répondue par la réponse à la question 6
NR17	QS-13	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 53
NR18	QS-16	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 15

NR19	QS-25	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 38
NR20	QS-26	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR21	PQ-11	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question 6
NR22	PLQ-49a	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR23	PLQ-49b PQ-53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR24	PLQ-49c	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR25	PLQ-49d	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-50 PQ-54	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice
NR27	PLQ-64a	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR28	PLQ-64b	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR29	PLQ-64c	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : c) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR30	PLQ-64d	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : d) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR31	PLQ-64f	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR32	PLQ-64g	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Famille
NR33	PLQ-64i	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action des services publics d'emplois 2022-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR34	PLQ-64j	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en économie numérique.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR35	PLQ-64k	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR36	PLQ-64m	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique

NR37	PLQ-64n	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR38	PLQ-64o	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR39	PLQ-64p	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR40	PLQ-64q	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR41	PLQ-64r	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR42	PLQ-64s	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 «Faire plus, faire mieux».	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR43	PLQ-64t	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-64u	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR45	PLQ-64v	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR46	PLQ-64w	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR47	PLQ-64x	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR48	PLQ-64y	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-64z	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR50	PLQ-64aa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR51	PLQ-64bb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie

NR52	PLQ-64cc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025.	Répondue par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR53	PLQ-64dd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027.	Répondue par le ministère des l'Éducation
NR54	PLQ-64ee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR55	PLQ-64ff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR56	PLQ-64gg	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie.	Répondue par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
NR57	PLQ-64hh	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR58	PLQ-64ii	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR59	PLQ-64jj	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR60	PLQ-64kk	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR61	PLQ-64ll	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR62	PLQ-64mm	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Politique culturelle du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR63	PLQ-64nn	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR64	PLQ-64pp	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR65	PLQ-64qq	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR66	PLQ-64rr	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit

NR67	PLQ-64ss	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Stratégie d'aménagement durable des forêts.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR68	PLQ-64tt	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR69	PLQ-64uu	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023.	Répondue par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NR70	PLQ-64vv	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR71	PLQ-64ww	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR72	PLQ-64xx	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale de production de bois.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR73	PLQ-64yy	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR74	PLQ-64zz	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR75	PLQ-64aaa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR76	PLQ-64bbb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR77	PLQ-64ccc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR78	PLQ-64ddd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR79	PLQ-64eee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR80	PLQ-64fff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec"
NR81	QS-5	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes
NR82	QS-6	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit

NR83	QS-7	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR84	QS-8	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR85	QS-17	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Répondue par le ministère de la Justice
NR86	PQ-9	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la <i>Loi sur la santé publique</i> , en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR87	PQ-45	Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NR88	PQ-50	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR89	PQ-51	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR90	PQ-52	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR91	PLQ-15h PQ-16g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR92	PLQ-15s	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : t) le nombre de griefs syndicaux reçus par direction;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93	PLQ-18	Estimation des besoins en superficie du ministère ou de l'organisme pour l'année financière en cours et pour les cinq prochaines années compte tenu de l'activité réalisée en télétravail.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR94	PLQ-38 PQ-36	La liste des ententes et leur nature, signées en 2022-2023 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR95	PLQ-54	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2022-2023 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR96	PLQ-56	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR97	PLQ-57	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR98	PLQ-61	Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2022-2023.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR99	PLQ-63	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR100	PLQ-65	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR101	PLQ-66	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR102	PLQ-67	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

NR103	PLQ-68	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR104	QS-3	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR105	QS-18	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR106	QS-20	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR107	QS-23	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR108	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR109	PQ-55	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2022-2023, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la <i>Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics</i> (2016, chapitre 34).†	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage; g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

	Description	Coût total	Participants
Voyage à :	Toronto		
Date :	12 au 15 juin 2022		
But du voyage :	Participation au congrès Prospectors and developers association of canada (PDAC)	4 367 \$	Patrick Beaudesne, président-directeur général Jocelyn Douh�ret, directeur, Bureau de commercialisation
Personnes rencontrées :	Représentants du gouvernement canadien et d'autres provinces du Canada, chercheurs, représentants d'organisations autochtones du pays.		
Voyage � :	Toronto		
Date :	21 au 22 septembre 2022		
But du voyage :	Participation à un panel chez McCarthy Tétrault concernant les partenariats autochtones et la participation à l'élaboration de projets et aux possibilités de développements futurs.	1 328 \$	Patrick Beaudesne, PDG
Personnes rencontrées :			

Description		Coût total	Participants
Voyage à :	Yellowknife		
Date :	25 au 28 octobre 2022		
But du voyage :	Rencontre annuelle du Center for the North pour explorer les	1 857 \$	Martin Loiselle, adjoint exécutif, Bureau de commercialisation
Personnes rencontrées :	principaux défis et opportunités associés aux chaînes d'approvisionnement en milieux nordiques et éloignés.		
Voyage à :	Toronto		
Date :	6 au 9 décembre 2022,	1 542 \$	Catherine Hébert, conseillère aux affaires externes, Direction des affaires autochtones, externes et des communications
But du voyage :	Participation à l'ArticNet 2022		
Personnes rencontrées :	Conférenciers, scientifiques et fonctionnaires d'autres provinces.		
Voyage à :	Ottawa		
Date :	8 au 10 février 2023		
But du voyage :	Participation au Northern Lights 2023, conférence visant à mettre en valeur l'Arctique et le Nord-Est canadien ainsi que le progrès et les opportunités économiques qui s'y développent dans les industries minières, touristiques, éducatives, culturelles et autres, excellente opportunité en termes de réseautage et d'échanges d'informations concernant des pratiques et de projets innovants.	9 078 \$	Marc-Antoine Bordeleau, conseiller en investissements, Direction des investissements stratégiques Véronique Morency, conseillère en commercialisation, Bureau de commercialisation Catherine Hébert, conseillère aux affaires externes, Direction des affaires autochtones, externes et des communications Maryse Quimper, directrice, Direction des affaires autochtones, externes et des communications Marie-Josée Racicot, conseillère en commercialisation, Bureau de commercialisation
Personnes rencontrées :	Représentants du gouvernement canadien et d'autres provinces du Canada, chercheurs, représentants d'organisations autochtones du pays.		

	Description	Coût total	Participants
Voyage à : Date : But du voyage : Personnes rencontrées :	Washington, États-Unis 14 au 20 avril 2022 Participation à une mission organisée par le bureau du Québec à Washington avec le MERN et IQ dans le cadre de la promotion du secteur des minéraux critiques et stratégiques auprès des autorités gouvernementales des États-Unis et de certains groupes d'intérêt. Représentants du United States Geological Survey (USGS), du Département d'État, et du Commerce du gouvernement des États-Unis.	2 076 \$	Jocelyn Douh�ret, directeur, Bureau de commercialisation
Voyage à : Date : But du voyage : Personnes rencontrées :	Reykjavik, Islande 11 au 17 octobre 2022 Participation au forum de l'Arctic Circle Décideurs de haut niveau sur des enjeux clés dans l'Arctique Conférenciers, scientifiques et représentants de pays nordiques.	11 135 \$	Catherine Hébert, conseillère aux affaires externes, Direction des affaires autochtones, externes et des communications Maryse Quimper, directrice, Direction des affaires autochtones, externes et des communications Ian Morissette, vice-président, Vice-présidence au développement durable et aux partenariats en territoire nordique
Voyage à : Date : But du voyage : Personnes rencontrées :	Sydney, Australie 28 octobre au 5 novembre 2022 Participation au congrès de l'International Mining and Resources Conference (IMARC) avec une délégation de représentants gouvernementaux (RQ, SOQUEM, MERN, SPN) menée par le MERN dans le cadre d'une mission de promotion du secteur minier québécois. Investisseurs miniers australiens.	2 224 \$	Jocelyn Douh�ret, directeur, Bureau de commercialisation

	Description	Coût total	Participants
Voyage à :	Londres, Royaume-Uni		
Date :	26 novembre au 4 décembre 2022		
But du voyage :	Mission en attraction d'investissements organisée par le MERN et IQ/RQ	2 526 \$	Jocelyn Douh�ret, directeur, Bureau de commercialisation
Personnes rencontrées :	Participation au Canadian Mining Symposium et au Mines and Money Représentants de sociétés minières et conférenciers.		

Les sous-questions c), f), g), h) et i) ne semblent pas pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Société du Plan Nord en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18). [plannord.gouv.qc.ca](http://plannord.gouv.qc.ca)

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Déplacements en avion au Québec de monsieur Patrick Beaudesne, président-directeur général

b) Itinéraire	Date de départ	Date de retour	c) Coût	a) Raison du déplacement
Sept-Îles	2022-05-16	2022-05-17	2 044 \$	Participation à l'annonce du ministre Julien concernant l'acquisition de l'usine de bouletage
Sept-Îles	2022-07-04	2022-07-05	2 114 \$	Rencontre avec l'Administration Régionale Baie-James (ARBJ) et tournée des infrastructures de Matagami

La sous-question d) ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Société du Plan Nord en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17) [quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord](http://quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord).

Information au 28 février 2023

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

**3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Société du Plan Nord en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24) : [quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord](http://quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord).

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale* .

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Type d'événement c)	But b)	Fournisseurs l)	Coût global a)
Annonce	Signature d'un protocole d'entente avec Champion Iron pour l'acquisition de l'usine de bouletage de la SFP Pointe-Noire	Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles	3 850 \$
Inauguration	Minerai de fer Québec - phase 2 du lac Bloom	Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles	
			<b>3 850 \$</b>

Les sous-questions c), g), n), d), h), o), j), k) et n) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits ou sont déjà répondues.

Information au 28 février 2023

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

**5. La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.**

a) Les sommes dépensées en 2022-2023 pour les formations relatives à la communication sont de 6 509 \$.

c) et e) 7 formations de communication ont été offertes aux employés de la Société par des professionnels ou firmes externes. Elles sont :

1. Assurer l'accès aux documents et aux services offerts pour les personnes handicapées (OQPH) : 0\$.

But visé: Connaître les visées de cette politique gouvernementale ainsi que les droits et les obligations qui l'accompagnent.

2. Communications interculturelles (Université de Montréal) : 500 \$.

But visé: Habiletés requises à l'établissement et au maintien d'une communication verbale et non verbale satisfaisante en contexte professionnel. Diversité d'interprétation du langage non verbal. Éthique de la communication interculturelle.

3. Consultation et les accommodements avec les communautés autochtones (Open Forum ouvert Communications) : 1 500 \$.

But visé: Profiter de l'expérience d'experts sur les questions juridiques, culturelles et d'affaires. Discuter de différents enjeux dans un contexte de collaboration avec les communautés autochtones, les promoteurs et le gouvernement.

4. Rédiger pour convaincre - principes de rédaction stratégique (Université Laval) : 4 214 \$.

But visé: rédiger plus efficacement des documents stratégiques de tous types : rapports, notes de breffage, écrits de routine. Accroître la portée des arguments en améliorant la structure, la clarté et la concision des textes.

5. Formation de sensibilisation aux réalités autochtones (SRPNI) : 0 \$.

But visé: Sensibilisation aux réalités autochtones.

6. La représentation égalitaire des femmes et des hommes dans les outils de communication (MCE) : 0 \$.

But visé: Acquisition des connaissances en rédaction épiciène.

7. Réviser et corriger un texte avec Antidote 11 (Accent Formation) : 295 \$.

But visé: Utiliser le logiciel Antidote le plus efficacement possible dans la révision et la correction des textes pour améliorer la qualité des communications écrites.

Les sous-questions b) d) e) f) g) et h) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Société du Plan Nord en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 22 et 23).

[quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord](http://quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord)

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

#### Contrats de moins de 25 000 \$

a) Nom du fournisseur	c) Objet du contrat	e) Montant
ACS Air Charter Service (Canada) Passenger Corp	Réservation d'un vol nolisé à destination de Chapais, Lebel-sur-Quévillon et Matagami	22 830 \$
ACS Air Charter Service (Canada) Passenger Corp	Réservation d'un vol nolisé à destination de Chapais, Lebel-sur-Quévillon et Matagami	9 660 \$
Alkom	Installation d'un nouveau système de visioconférence dans les bureaux de Québec	9 540 \$
Armand Couture & Fils inc.	Journée du développement économique nordique	5 500 \$
ArsenalWeb	Hébergement des deux bases de données des entreprises (BDE) pour les régions 09 et 10 et hébergement des versions publiques des BDE	20 200 \$
Association minière du Québec inc.	Évaluation des retombées économiques régionales spécifiques à l'activité minière sur le territoire nordique pour les années 2014, 2016, 2018 et 2020	3 600 \$

a) Nom du fournisseur	c) Objet du contrat	e) Montant
Autocar Maheux	Transport aller-retour de 25 personnes de l'aéroport de Lebel-sur-Quévillon jusqu'à l'Hôtel de Ville de Lebel-sur-Quévillon, dans le cadre de la Journée des donateurs d'ouvrage et des fournisseurs en EIBJ	1 800 \$
Cain Lamarre	Services-conseils juridiques sur demande en matière de droit du travail	15 000 \$
Capital HRS inc.	Service de traiteur pour les pauses santé lors de la rencontre des employés de la Société les 27 et 28 septembre 2022	2 971 \$
Centre des Congrès	Location de salle pour la rencontre des employés de la Société les 27 et 28 septembre 2022	2 000 \$
De la Victoria, Mae Christine	Service de traiteur dans le cadre de la Journée des donateurs d'ouvrage et des fournisseurs 2022 en Eeyou Istchee Baie-James	17 000 \$
Delta Marriott	Réservation d'un bloc de chambres pour la rencontre des employés de la Société du Plan Nord les 27 et 28 septembre 2022	15 000 \$
Encore	Projection et sonorisation pour la rencontre annuelle des employés de la Société les 27 et 28 septembre 2022	2 134 \$
Énergie Mobilisation	Sondage de mobilisation auprès des employés	20 000 \$
Énergie Mobilisation	Présentation des résultats du sondage de mobilisation et animation d'ateliers	6 150 \$
FaunE Nord	Analyse de l'écoresponsabilité de l'activité de la Société du Plan Nord \ compensation des gaz à effet de serre	1 562 \$
FORGESCOM	Adaptation abrégée de l'outil de préqualification selon les exigences d'Hydro-Québec	4 200 \$
Groupe Magnitude	Impression pour l'étude des crédits	1 436 \$
Groupe Tertio Inc.	Location d'un kiosque pour la conférence sur l'état de l'or et des minéraux	3 900 \$

a) Nom du fournisseur	c) Objet du contrat	e) Montant
Hilton	Hébergement dans le cadre du conseil d'administration du 15 décembre 2022	2 685 \$
Hilton	Location d'une salle avec pause-santé pour une rencontre du conseil d'administration du 3 au 5 mai 2022	2 000 \$
Hôtel Manoir Victoria	Location de salles et nourriture pour la tenue de la rencontre de l'Assemblée des partenaires du 15 novembre 2022 à Québec	2 800 \$
Jobillico inc.	Abonnement pour affichage de postes, consultation de profils de candidats	4 295 \$
Librairie Côté	Acquisition de mobilier de bureau	1 260 \$
Malette S.E.N.C.R.L.	Animation d'ateliers pour le projet de plan stratégique 2023-2028 avec le conseil d'administration et lors de l'Assemblée des partenaires	22 680 \$
Orion Interprétation	Traduction simultanée pour la rencontre de l'Assemblée des partenaires de la Société du Plan Nord	1 500 \$
Performance Peak 2 Inc.	Programme visant à faire connaître les forces de chacun et les façons d'améliorer les relations professionnelles en utilisant les profils personnalisés DYNAMIX®	10 000 \$
PMT Roy	Assurance biens et responsabilité	10 055 \$
PMT Roy	Assurance de responsabilité des administrateurs et des dirigeants	5 786 \$
Publications Mass Média	Abonnement au courrier parlementaire	2 150 \$
Randstad	Ressource en comptabilité (entente de services)	18 286 \$
Randstad	Ressource en numérisation (entente de services)	7 435 \$

a) Nom du fournisseur	c) Objet du contrat	e) Montant
Réseau CA (Dilitrust)	Conseil d'administration sans papier	1 854 \$
Santinel inc.	Formation du Comité santé et sécurité du travail de la SPN	1 627 \$
Sébastien St-Jean	Photographies du territoire	5 000 \$
Secrétariat aux Alliances Économiques de la Nation Crie - Abiti-Témiscamingue (SAENCAT)	Acquisition de la licence d'exploitation d'un logiciel de maillage	6 000 \$
Secrétariat aux Alliances Économiques de la Nation Crie - Abiti-Témiscamingue (SAENCAT)	Utilisation du logiciel de maillage du SAENCAT dans le cadre du Rendez-vous des GDO-PME nord-côtières	3 550 \$
Segma recherche	Sondage en développement durable auprès des organisations situées sur le territoire nordique	13 650 \$
Services de Traduction du Nord	Services audiovisuels et traduction simultanée pour la rencontre du 15 novembre 2022 à Québec de l'Assemblée des partenaires de la Société du Plan Nord	4 427 \$
Services de Traduction du Nord	Services audiovisuels et de traduction simultanée pour la Journée du développement économique nordique	4 200 \$
Services de Traduction du Nord	Services audiovisuels et de traduction simultanée pour l'Assemblée des partenaires	4 200 \$
Services de Traduction du Nord	Interprétation simultanée lors de la rencontre virtuelle du 23 août 2022 de l'Assemblée des partenaires	1 200 \$
Solutions Notarius Inc.	Achat d'un lot de 500 projets de signature pour l'utilisation de la plateforme ConsignO Cloud	2 000 \$
Traduction et audiovisuel Nishnabe	Services audiovisuels et de traduction simultanée dans le cadre de la JDOF du 9 novembre 2022	16 995 \$

a) Nom du fournisseur	c) Objet du contrat	e) Montant
Université Laval	Formation de l'Académie de la transformation numérique pour tous les employés de la SPN : « Gérer l'information numérique comme un actif de l'organisation » Sondage après la formation	6 500 \$
Université Laval	Formation des employés en rédaction stratégique	4 495 \$
Université Laval	Formation Gestion intégrée des risques – rôle et responsabilités des administrateurs pour gestionnaires	3 190 \$
Ville de Lebel-sur-Quévillon (Centre communautaire)	Location de salle pour la tenue de la Journée des donateurs d'ouvrage et des fournisseurs 2022 en EIBJ le 9 novembre 2022	3 494 \$
Wolters Kluwer	Abonnement à une banque de données juridiques	2 438 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Les questions b) d) f) g) ne semblent pas pertinentes à l'étude de crédit.

Information au 28 février 2023

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**9. Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.**

m) Aucune pénalité à des sous-traitants dans le domaine des TI n'a été appliquée.

Les sous-questions c) h) j) k) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g), i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

Information au 28 février 2023

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

**10. Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année ; b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.**

b) Aucun coût pour l'hébergement de données en infonuagique.

c) Aucun coût pour des pénalités de dépassement de capacité.

d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante: <https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.

Les sous-questions a) et e) ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

11. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

Pour l'ensemble de la Société du Plan Nord, en 2022-2023, le montant de chacune des dépenses suivantes :

a) la photocopie :	3 411 \$
b) le mobilier de bureau et c) l'ameublement :	1 440 \$
d) la décoration et l'embellissement :	- \$
e) le distributeur d'eau de source :	- \$
f) le remboursement des frais de transport :	171 420 \$
g) le remboursement des frais d'hébergement :	66 768 \$
h) le remboursement des frais de repas :	23 124 \$
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes :	- \$
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
I. a) au Québec	54 789 \$
II. b) à l'extérieur du Québec	6 560 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Information au 28 février 2023

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

12. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent); f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

#### 2022-2023

a), f), g) et h) : L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Société du Plan Nord en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25) : [quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord](http://quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord).

b) Coût des frais d'itinérance :	10 \$
c) Coût des frais de dépassement de données :	642 \$
d) Coûts de résiliation :	- \$

Les sous-questions a), b), g) et h) ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

Information au 28 février 2023

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

**13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :** a) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; m) le nombre d'employés permanents et temporaires; n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raison du départ; o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la *loi 15 sur le contrôle des effectifs*; q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

- h) En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. Le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.
- o) Nombre de postes abolis au net en 2022-2023 : 0
- q) Nombre de postes vacants au 28 février 2023 : 2 postes

Les réponses pour les questions a), b) c) d) e) f) g) i) j) k) l) m) n) p) seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce pour tous les ministères et organismes.

Information au 28 février 2023

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**14. Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : 12.

c) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 1.

Information au 28 février 2023

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

15. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

a) Emplacement	b) Superficie louée (m <sup>2</sup> )	c) Coût du loyer	f) Nom du locateur
Baie-Comeau, 975, rue Nouvel	131,16	29 475 \$	Société québécoise des infrastructures
Chibougamau, 462, 3e Rue, bureau 11	132,48	35 878 \$	Société québécoise des infrastructures
Québec, 900, boulevard René-Lévesque Est, bureau 720	1 161,85	405 849 \$	Société québécoise des infrastructures
Roberval, 755, boulevard Saint-Joseph, bureau 203 A	94,30	21 270 \$	Société québécoise des infrastructures
Sept-Îles, 690, boulevard Laure, bureau 104.5	176,57	28 523 \$	Société québécoise des infrastructures

d) Les coûts d'aménagement et de rénovation : 647 \$ en 2022-2023

e) Les ententes d'occupation de la Société québécoise d'infrastructures n'incluent pas de durée.

g) Aucune entente d'occupation n'a été résiliée au cours de l'année.

Les sous-questions h), i), j), k) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de la Société du Plan Nord en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27) : [quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord](http://quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord).

Information au 28 février 2023

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**16. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir : a) la liste des actifs excédentaires inoccupés; b) la valeur estimée de ceux-ci; c) les coûts d'entretien annuel; d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**17. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

La Société du Plan Nord n'a engagé aucun coût pour le déménagement, l'aménagement, la rénovation ou d'autres travaux pour les bureaux de la haute direction.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.**

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

Information au 28 février 2023

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**19. Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.**

La Société du Plan Nord n'a pas de budget discrétionnaire.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**20. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2023-2024.**

La Société du Plan Nord n'a pas de personnel hors structure.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2022-2023.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**22. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2023-2024.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**23. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).**

La Société du Plan Nord n'a pas de personnel affecté à d'autres organismes.

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

24. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.

Liste des abonnements			
Type d'abonnement	a) Coût	b) Fournisseur	c) Nature du service
Annuel	23 957 \$	Cision	Revue de presse
Annuel	1 075 \$	Le Courrier Parlementaire	Revue de presse de l'actualité à l'Assemblée nationale
Annuel	1 019 \$	CNW Telbec	Diffusion de communiqués de presse
Annuel	450 \$	Réseaux MERX	Diffusion d'appels d'offres publics
Annuel	3 143 \$	Industrial Info Resources	Abonnement
Annuel	2 438 \$	Wolter Kluwer	Abonnement

La sous-question d) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Information au 28 février 2023

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**25. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.**

Aucune dépense encourue en 2022-2023.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**26. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :**  
**a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines; h) la fréquence moyenne de mise à jour; i) le responsable du contenu sur le site.**

La Société n'a plus de site Internet. Les données informationnelles de la Société du Plan Nord ont été migrées vers Québec.ca conformément à la stratégie gouvernementale de transformation numérique et à la stratégie gouvernementale d'optimisation des communications numériques et des présences Web gouvernementales.

Information au 28 février 2023

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

27. Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

a) Lieu	d) e) Raisons du déplacement et date	Frais transport	Frais taxi	Hébergement	Stationnement	Repas
Sept-Îles et Fermont	Annonce : Société Ferroviaire et Portuaire de Pointe-Noire Date : 2022-05-16 et 2022-05-17	1 925 \$	- \$	109 \$	- \$	10 \$
Lebel-sur-Quévillon et Matagami	Rencontres avec des élus et promoteurs Date : 2022-07-04 et 2022-07-05	2 005 \$	- \$	109 \$	- \$	- \$

Les sous-questions b) c) g) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Information au 28 février 2023

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**28. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 : a) le détail des mandats; a) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.**

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

Information au 28 février 2023

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Information au 28 février 2023

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.**

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**33. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.**

La Société du Plan Nord n'a reçu aucune somme en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement en 2022-2023.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**34. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.**

La Société du Plan Nord n'a versé aucune prime au rendement ou boni en 2022-2023.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.**

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**36. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.**

La Société du Plan Nord n'a pas versé de montant à titre d'indemnité de départ pendant l'année 2022-2023.

Information au 28 février 2023

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.**

a) Selon sa programmation des ressources informationnelles, la dépense totale prévue de la Société du Plan Nord en 2022-2023 s'élève à 1 372 500 \$.

b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

d) et e) Les réponses à ces questions seront transmises par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**42. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.**

a) La dépense totale relative au paiement des cotisations est de 3 079 \$.

b) Les associations, ordres ou corporations professionnelles pour lesquels un paiement maximal de 800 \$ a été effectué sont :

- l'Ordre des ingénieurs du Québec;
- le Barreau du Québec;
- l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec.

c) 5 employés ont bénéficié d'un remboursement de cotisations.

En conformité avec la directive sur les conditions de travail du personnel de bureau, personnel technique, professionnels, avocats et ingénieurs de la Société du Plan Nord.

Information au 28 février 2023

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

**43. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date; b) la nature; c) les questions posées; d) les réponses; e) la firme retenue; f) les coûts.**

La Société du Plan Nord a réalisé 2 sondages du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023 :

Firme retenue : Segma recherche

Coût : 13 650 \$

Firme retenue : Énergie Mobilisation

Coût : 18 600 \$

Les sous-questions a), b), c) et d) ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**44. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.**

a) 15 % de dépenses réalisées au sein de médias communautaires.

b) 85 % des dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux.

La Société du Plan Nord se réfère à la liste de médias communautaires reconnus par le ministère de la Culture et des Communications :  
[www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=4613#c27210](http://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=4613#c27210)

Information au 28 février 2023

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**45. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.**

La Société du Plan Nord a dépensé 787 \$ pour compenser les émissions de gaz à effet de serre produits par la tenue de la Journée des donateurs d'ouvrage et des fournisseurs à Lebel-sur-Quévillon en novembre 2022.

Information au 28 février 2023

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**46. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région : a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023; b) nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) nombre d'emplois transférés en région depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018.**

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**47. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.**

Aucune somme n'est prévue pour le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

Le Plan d'action 2020-2023 est disponible sur le site Internet de la Société du Plan Nord :  
<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord>.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**48. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable.**

Pour l'année 2022-2023, la Société du Plan Nord n'avait pas de budget spécifique dédié à ses engagements en développement durable. Ceux-ci sont financés à même le budget de fonctionnement. La Société du Plan Nord a opté pour une nouvelle approche faisant du développement durable une partie intégrante de l'ensemble de ses actions, tel que prévu par le décret 626-2022 et précisé dans la directive l'accompagnant. Ses engagements en développement durable sont disponibles sur le site internet de la Société.

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord/mission-mandat>

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.**

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes assujettis à la *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires*.

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**50. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

**51. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme : a) nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023; d) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.**

a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié en 2022-2023 : 94 employés ont effectué du télétravail au cours de la période, incluant ceux qui ont quitté.

b) Tous les employés ont bénéficié du télétravail, soit à temps plein, en mode hybride ou de façon spontanée, pendant la période 2022-2023.

c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023 : 79 employés incluant le personnel occasionnel, étudiant et stagiaire.

d) Proportion de l'effectif total de la Société du Plan Nord en ayant bénéficié : 99 %.

e) La politique encadrant le télétravail de la Société du Plan Nord requiert une présence aux deux semaines, et au minimum 4 jours par mois, à la discrétion de l'employé, selon les besoins organisationnels. Le nombre de jours effectués en télétravail peut donc varier. La moyenne de jours effectués en télétravail est de 3,5 jours par semaine (sondage interne effectué en novembre 2022).

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la *Politique-cadre en matière de télétravail* qui peut être consultée à l'adresse suivante:

[https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique\\_cadre\\_teletravail.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf).

Information au 28 février 2023

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

#### **52. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.**

La Société du Plan Nord a procédé au remboursement de 1 396 \$ auprès de ses employés pour l'achat de matériel permettant d'améliorer l'ergonomie requise pour le télétravail.

Information au 28 février 2023

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**53. Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 : a) les sommes dépensées; b) le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE); c) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.**

a) Aucune somme n'a été engagée en matière de santé mentale. Des activités de sensibilisation à l'interne au sein des différentes unités ont été réalisées.

b) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

c) Aucune somme en ressources externes n'a été dépensée.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Information au 28 février 2023.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**54. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie : a) copie du contrat; b) date de fin prévue du contrat; c) valeur prévue du contrat; d) sommes dépensées à ce jour.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**55. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation : a) copie du contrat; b) date de fin prévue du contrat; c) valeur prévue du contrat; d) sommes dépensées à ce jour.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**56. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) nombre de stagiaires reçus; b) heures de stages effectuées; c) rémunération totale déboursée.**

a) Nombre de stagiaires reçus : 2.

b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

c) Rémunération totale déboursée : 4 475 \$.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

#### **57. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**58. Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**59. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**60. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**61. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.**

La Société du Plan Nord ne perçoit pas d'amende en vertu de l'application d'une loi.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**62. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [www. https://www.seao.ca/](https://www.seao.ca/) ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**63. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.**

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

#### **64. Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

La Société du Plan Nord n'a pas d'immeuble dans ses actifs possédés.

Information au 28 février 2023

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**65. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**66. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [www. https://www.seao.ca/](https://www.seao.ca/).

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**67. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport d'activité 2022-2023 de la Société du Plan Nord.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**68. Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

69. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Groupe de travail sur l'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement (GT30%)	Proposer au gouvernement du Québec un mécanisme d'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord dédié à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement.	Composé de représentants du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les Changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, de la Société du Plan Nord, de représentants des nations crie, innue, inuite et naskapie ainsi que de représentants de l'Institut nordique du Québec (Université Laval), de l'Association minière du Québec, de l'Association de l'exploration minière du Québec, du Conseil de l'industrie forestière du Québec, du Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James, d'Hydro-Québec, des régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord.	<b>MELCCFP et SPN</b>

Comité consultatif sur la transformation numérique responsable	Identifier les enjeux et solutions visant à assurer une transformation numérique responsable du point de vue de l'environnement et pour un usage optimal des outils numériques en faveur d'un développement durable	Composé de représentants du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, de la Société du Plan Nord, de la Régie de l'assurance maladie du Québec, de la Société des alcools du Québec, de Loto-Québec, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère de l'Enseignement supérieur.	<b>MELCCFP</b>
Comité directeur sur la diversité biologique	Faciliter la collaboration, la concertation et la participation interministérielle lors de la réalisation de projets relatifs à la biodiversité qui répondent à des enjeux communs ou transversaux.	Composé de représentants du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, du ministère de l'Éducation, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère du Conseil exécutif - Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, de la Société du Plan Nord, du ministère des Transports et de la Mobilité durable et du ministère du Tourisme.	<b>MELCCFP</b>
Réseau des responsables des Unités de relations canadiennes	Veiller au maintien de l'intégrité des institutions démocratiques du Québec en s'appuyant sur le respect des compétences des ordres de gouvernement au Canada.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère du Conseil exécutif, du ministère des Finances, du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Société d'habitation du Québec, du ministère de la Justice, du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, du ministère des Transports et de la Mobilité durable, du Secrétariat du Conseil du trésor, du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, du ministère de l'Éducation, du ministère de la Sécurité publique, du ministère de l'Enseignement supérieur, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	<b>SQRC</b>

<p>Sous-comité de l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) sur le Plan d'action national élargi - phase 2</p>	<p>Accompagner la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 - Plan d'action national - phase 2 (2020-2024).</p>	<p>Composé de représentants du ministère de l'Éducation, d'Hydro-Québec, de la Société d'habitation du Québec, de la Société du Plan Nord, de la Société québécoise des infrastructures, du ministère de l'Enseignement, du ministère de la Famille, du ministère du Tourisme, du ministère de la Culture et des Communications, du ministère de la Cybersécurité et du Numérique, du ministère de la Sécurité publique, du ministère des Transports et de la Mobilité durable, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère du Conseil exécutif, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, du Secrétariat du Conseil du trésor, du ministère de l'Immigration de la Francisation et de l'Intégration, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de la Sureté du Québec, de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, de la Régie du bâtiment du Québec, de l'Office des personnes handicapées du Québec, de la Société des traversiers du Québec et de Services Québec.</p>	<p><b>OSCQ</b></p>
<p>Comité interministériel - Promouvoir et adapter les instruments de soutien au développement des chaînes de valeur de minéraux critiques et stratégiques (MCS)</p>	<p>Le mandat de ce comité dans le cadre du PQVMCS se décline en deux volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-promouvoir les instruments de soutien au développement des chaînes de valeur des MCS du gouvernement;</li> <li>-adapter à la réalité régionale, le cas échéant, lesdits instruments (ex. : bonification de crédits d'impôt, programmes, etc.) afin de favoriser la transformation en région.</li> </ul>	<p>Composé de représentants du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, de la Société du Plan Nord, d'Investissement Québec et du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.</p>	<p><b>SPN et IQ</b></p>

Comité directeur interministériel - Projet de réfection de la route Billy-Diamond	Comité directeur du projet de la phase I de la réfection de la route Billy-Diamond afin d'assurer le respect de la portée, du budget et de l'échéancier du projet.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du Secrétariat du Conseil du trésor, du ministère des Transports et de la Mobilité durable, de la Société de développement de la Baie-James et du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.	<b>MRNF</b>
Comité directeur - Complexe immobilier de l'Institut nordique du Québec	Comité directeur du projet de construction du complexe immobilier de l'Institut nordique du Québec, sur le site de l'Université Laval à Québec, afin d'assurer le respect de la portée, du budget et de l'échéancier du projet.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Société québécoise des infrastructures, de l'Université Laval et de l'Institut nordique du Québec.	<b>Université Laval</b>
Council of Project Partners (Isuarsivik)	Comité directeur du projet de construction du nouveau Centre de rétablissement Isuarsivik, situé à Kuujuaq, afin d'assurer le respect de la portée, du budget et de l'échéancier du projet.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, de la Société makivvik, de l'Administration régionale Kativik, de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik et du Centre de rétablissement Isuarsivik.	<b>Isuarsivik</b>
Comité interministériel de développement durable	Appuyer le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs dans l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable.	Composé des ministères et organismes du gouvernement assujettis à la <i>Loi sur le développement durable</i> .	<b>MELCCFP</b>

Comité interministériel de mise en œuvre du Plan d'action nordique	Assurer l'élaboration et la réalisation des actions inscrites au PAN et répondre aux enjeux liés à celles-ci.	Composé de représentants du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère de la Culture et des Communications, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère de l'Éducation, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère de l'Enseignement supérieur, du ministère de la Famille, du ministère de la Sécurité publique, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du ministère du Tourisme, du ministère des Transports et de la Mobilité durable, du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, de la Société d'habitation du Québec, de RECYC-QUÉBEC, du Secrétariat à la condition féminine, de la Société de développement de la Baie-James, de la Fondation de la faune du Québec, du Secrétariat du Conseil du trésor, du ministère des Finances, du ministère de l'Immigration, la Francisation et de l'Intégration, du ministère de la Justice et du ministère des Relations internationales et de la Francophonie.	<b>SPN</b>
Comité de mise en œuvre de La Grande Alliance	Coordonner la réalisation des études de faisabilité et de préfaisabilité visées par La Grande Alliance.	Composé de représentants du ministère du Conseil exécutif, de la Société du Plan Nord, de la Société de développement de la Baie-James, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère des Transports et de la Mobilité durable, du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit et du Grand Conseil des Cris.	<b>MCE</b>
Comité mines MERN-SPN	Coordonner les actions dans le domaine minier entre les deux organisations en fonction de leurs responsabilités respectives.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord et du ministère des Ressources naturelles et des Forêts.	<b>MRNF</b>

Comité interministériel en transition énergétique	Coordonner les travaux des ministères et organismes dans leurs actions en matière de transition énergétique et de lutte contre les changements climatiques.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère du Conseil exécutif, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère des Finances, du ministère des Transports et de la Mobilité durable, de la Régie du bâtiment du Québec, du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et de la Société d'habitation du Québec.	<b>MRNF</b>
Comité interministériel de la recherche et de l'innovation	Coordonner l'action des ministères et des organismes en matière de recherche et d'innovation.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Société d'habitation du Québec, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère des Finances, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du Curateur public, du ministère de la Famille, du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, du ministère de la Justice, du Secrétariat du Conseil du trésor, du ministère du Conseil exécutif, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du ministère de l'Enseignement supérieur, du ministère des Transports et de la Mobilité durable, du ministère de la Sécurité publique et du ministère du Tourisme.	<b>MEIE</b>
Comité de suivi Lac Cambrien	Assurer le suivi des engagements de l'Entente particulière pour la conservation du lac Cambrien/lac Nachicapau/Fort Mackenzie.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, de l'Administration régionale Kativik, de la Société makivik, d'Hydro-Québec, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit et de la Nation naskapie de Kawawachikamach.	<b>Nation naskapie de Kawawachikamach</b>

Comité de gouvernance interministériel du Plan québécois de valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Assurer le suivi de la mise en oeuvre des mesures contenues dans le Plan québécois de valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et d'Investissement Québec.	<b>MRNF</b>
Comité de promotion du secteur minier	Planification et réalisation d'actions de promotion du secteur minier auprès d'investisseurs internationaux.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère des Relations internationales et de la Francophonie et d'Investissement Québec.	<b>MRNF</b>
Comité de coordination de l'Entente bilatérale intégrée - Volet des infrastructures de collectivités rurales et nordiques	Assurer le suivi de l'Entente bilatérale intégrée pour la priorisation des projets à soumettre et leur suivi.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts et du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit.	<b>MEIE</b>
Comité interministériel de haut niveau sur l'exemplarité gouvernementale en construction bois	Regrouper les ministères et organismes qui sont gestionnaires de projets, donneurs d'ouvrages, subventionnaires, ou autres, concernés par la construction de bâtiments ou d'infrastructures de génie civil, afin de veiller à ce que le gouvernement donne l'exemple quant à l'utilisation du bois dans la construction et coordonne les actions engagées à cette fin.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Société d'habitation du Québec, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère de l'Enseignement supérieur, du ministère des Finances, du Secrétariat du Conseil du trésor et du ministère des Transports et de la Mobilité durable.	<b>MRNF</b>

Équipe environnement internationale	Promouvoir les actions du gouvernement reliées à l'environnement et à l'économie verte sur la scène internationale.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, d'Hydro-Québec, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, de RECYC-QUÉBEC et d'Investissement Québec.	<b>MRIF</b>
Conférences administratives régionales (CAR) de la Côte-Nord, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Nord-du-Québec	Chaque CAR a pour mandat de favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires (OVT).	La CAR est composé d'une personne responsable par région de la Côte-Nord, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, du Nord-du-Québec. Chaque M/O assujetti à la <i>Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires (LAOVT)</i> .	<b>MAMH</b>

<p>Conseils régionaux des partenaires du marché du travail de la Côte-Nord (CRPMT)</p>	<p>Les CRPMT définissent la problématique du marché du travail dans leur région et identifient des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.</p>	<p>Composé de représentants de Services Québec, du ministère de l'Éducation, du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la MRC de la Côte-Nord, de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère de l'Éducation, du ministère de l'Enseignement supérieur, de l'Université du Québec à Chicoutimi, de l'Université du Québec à Rimouski, du Centre de formation professionnelle de Baie-Comeau, du Centre de formation générale des adultes et de formation professionnelle A.W. Gagné, du Centre de services scolaires du Fer, du Cégep de Baie-Comeau, du Centre de services scolaires de l'Estuaire, du Cégep de Sept-Îles, du Conseil central Côte-Nord, du SEMO de la Côte-Nord, de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, de la Chambre de commerce et d'industrie de Manicouagan, de la Chambre de commerce de Sept-Îles, de l'Atelier Laforge, du Développement économique Sept-Îles, de l'Autobus du Fer, de la MRC de la Minganie, du Conseil des Innus de Ekuanitshit et de la Commission de la construction du Québec.</p>	<p><b>Services Québec</b></p>
<p>Conseils régionaux des partenaires du marché du travail du Nord-du-Québec (CRPMT)</p>	<p>Les CRPMT définissent la problématique du marché du travail dans leur région et identifient des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.</p>	<p>Composés de représentants du ministère de l'Éducation, du ministère de l'Enseignement supérieur, de Chantiers de Chibougamau, du Centre de formation professionnelle de la Baie-James, de Services Québec, de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, de la Commission de la construction du Québec, du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du Centre d'amitié Eenu de Chibougamau, de l'Administration régionale Kativik, de l'Administration régionale Baie-James, du Centre de services scolaires de la Baie-James, du Centre d'études collégiales à Chibougamau, du Cégep de Saint-Félicien, du SEMO Nord-du-Québec, de Barrette-Chapais, du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James, de Solutions Techniques AM, de Tourisme Baie-James et d'Hydrau-Mécanic.</p>	<p><b>Service Québec</b></p>

<p>Table interministérielle en amélioration continue</p>	<p>Partager des bonnes pratiques en amélioration continue et dans les domaines apparentés par une communauté regroupant des professionnels du secteur public québécois.</p>	<p>Assemblée nationale du Québec, Centre d'acquisitions gouvernementales, CHU de Québec, CIUSSS de la Capitale-Nationale, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Élections Québec, Financière agricole du Québec, ministère des Finances, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministère du Conseil exécutif, ministère de la Cybersécurité et du Numérique, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère de l'Éducation, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Justice, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère de la Sécurité publique, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère des Transports et de la Mobilité durable, Office québécois de la langue française, Régie d'assurance maladie du Québec, Régie du bâtiment du Québec, Retraite Québec, Société d'assurance automobile du Québec, Secrétariat du Conseil du trésor, Société du Plan Nord, Société québécoise des infrastructures, Vérificateur général du Québec</p>	<p><b>Assemblée nationale du Québec, MTMDQ, MRNF, SAAQ</b></p>
--	---	---	--

Aucun honoraire n'a été versé relativement à ces comités.

Information au 28 février 2023